Burundi : l'ONU appelle à une relance du dialogue interburundais

@rib News,Â 24/05/2018Â â€“ SourceÂ AFP L'envoyÃ© spÃ©cial de l'ONU pour le Burundi, Michel Kafando, a lancÃ© jeudi appel aux autoritÃ©s de ce pays pour relancer le dialogue interburundais, seul moyen selon lui de mettre un terme Ã la crise que traverse le pays depuis 2015.Â [PhotoÂ : Michel Kafando, EnvoyÃ© spÃ©cial du SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral pour le Buru informe le Conseil de sÃ©curitÃ© sur la situation au Burundi (archive).]

Maintenant que le rÃ©fÃ©rendum pour une rÃ©forme de la Constitution est passÃ©, "nous attendons un signal fort des autoritÃ©s burundaises en faveur d'une relance du dialogue interburundais", a dÃ©clarÃ© Michel Kafando au Conseil de sÃ©curitÃ©. Les Burundais ont largement approuvÃ© par rÃ©fÃ©rendum en dÃ©but de semaine une rÃ©forme de la Constituti pourrait permettre au prÃ©sident Pierre Nkurunziza de rester en poste jusqu'en 2034. Ce rÃ©sultat avait Ã©tÃ© par avance dÃ©noncÃ© par l'opposition, qui estime que le rÃ©fÃ©rendum s'est tenu dans un climat de peur et a Ã©tÃ© marquÃ© par des fraudes. Les Etats-Unis ont aussi dÃ©noncÃ© un "climat de peur et d'intimidation". "Ce n'est qu'Ã travers un dialogue inclusif" que le Burundi "sortira de la crise actuelle", a insistÃ© Michel Kafando, en jugeant la situation sÃ©curitaire globalement "calme". Le Suisse JÃ¼rg Lauber, prÃ©sident d'un comitÃ© des Nations unies chargÃ© de la paix au Burundi, a indiquÃ© au Conseil que les autoritÃ©s burundaises lui avaient rÃ©cemment dit prÃ©parer "un plan de dÃ©veloppement" Ã©conomique qui pourrait Ãªtre rendu public cet Ã©tÃ©. Ce plan pourrait Ãªtre l'occasion de relancer le dialogue entre le Burundi et des institutions comme l'Union europÃ©enne ou le Fonds monÃ©taire international, a-t-il estimÃ©. Lors de la discussion, le Conseil de sÃ©curitÃ© a affichÃ© des analyses trÃ¨s opposÃ©es sur le Burundi. "La France est trÃ¨s prÃ©occup devant l'impasse politique" et "il y a un risque que la situation se dÃ©grade", a dit son reprÃ©sentant, FranÃ§ois Delattre. Les Etats-Unis ont mis en garde contre un Burundi devenant un Etat "Ã parti unique" avec des Ã©lections prÃ©vues en 2020. Le rÃ©fÃ©rendum "est un exercice qui stabilise le pays Ã terme", a jugÃ© au contraire la GuinÃ©e Ã©quatoriale, membre non permanent du Conseil de sÃ©curitÃ©, en rÃ©clamant "de l'impartialitÃ©". "Le rÃ©fÃ©rendum est une affaire purement intÃ©rieu Burundi", a renchÃ©ri l'ambassadeur adjoint de la Russie, Dimitri Polyanski. L'ONU doit "respecter la souverainetÃ©" du Burundi, a abondÃ© la Chine. Pour ses critiques, le rÃ©fÃ©rendum enterre les derniers espoirs d'un retour au dialogue et casse l'Ã©quilibre politico-ethnique garanti par l'accord de paix d'Arusha, signÃ© en 2000. Cet accord avait ouvert la voie Ã la fin de la guerre civile (plus de 300.000 morts entre 1993 et 2006), en instaurant un systÃ¨me de partage du pouvoir entre les deux principales ethnies, Hutu et Tutsi. Depuis sa candidature Ã un troisiÃ¨me mandat en avril 2015, contestÃ©e par l'opposition, la sociÃ©tÃ© civile et une partie de son camp, M. Nkurunziza a menÃ© une rÃ©pression brutale, qui a fait au moins 1.200 morts et plus de 400.000 rÃ©fugiÃ©s.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});